

Evolution du contrôle tarifaire de l'accès à la boucle locale cuivre pour les années 2022 et 2023

Consultation publique de l'ARCEP du 7
février au 4 avril 2022

Contribution de TDF

Le 4 avril 2022



1. Introduction

Le 7 février 2022, l'Arcep a lancé deux consultations publiques en lien avec la fermeture du réseau de cuivre. La première consultation concerne le projet de plan de fermeture du réseau de boucle locale cuivre d'Orange et fait l'objet d'une réponse distincte de TDF transmise à l'Arcep. La seconde consultation concerne l'évolution du contrôle tarifaire de l'accès à la boucle locale cuivre pour les années 2022 et 2023 et fait l'objet de la présente contribution de TDF.

De manière générale, en tant qu'opérateur d'infrastructure FttH, TDF salue toutes les initiatives qui concourent au développement des réseaux FttH et, à cet égard, accueille de manière globalement positive le projet de plan de fermeture du cuivre proposé par Orange tout comme les dispositions tarifaires envisagées par l'Arcep.

En premier lieu, TDF souhaite néanmoins souligner que les dispositions tarifaires envisagées par l'Arcep créent une certaine confusion entre (1) l'objectif recherché par l'allègement du remède tarifaire, à savoir la création d'incitations tarifaires à la migration des clients de la boucle locale cuivre vers des offres alternatives et (2) la notion d'obligation de non-excessivité qui est retenue par l'Arcep en opposition à l'obligation d'orientation des tarifs vers les coûts.

TDF estime en effet que les deux notions (tarif incitatif d'une part et tarif non-excessif d'autre part) ne sont pas nécessairement liées. Un tarif qui se veut incitatif pour une migration devrait, selon TDF, être notamment déterminé à partir du tarif des alternatives vers lesquelles migrer (par exemple avec une hausse de X% du tarif cuivre afin qu'il soit à minima au même niveau que le tarif des offres FttH). En revanche, un tarif non-excessif devrait, selon TDF, être notamment déterminé à partir des coûts sous-jacents (par exemple avec un tarif Y% supérieur au tarif actuel qui est orienté vers les coûts).

TDF précise ainsi que sa contribution sur les dispositions tarifaires envisagées par l'Arcep est fondée uniquement sur une approche incitative à la migration et qu'aucune de ses propositions ne vise à déterminer un niveau tarifaire des accès à la boucle locale cuivre qui pourrait être considéré comme étant non-excessif.

TDF souhaite par ailleurs insister, comme elle le détaille dans sa contribution à la consultation publique sur le plan de fermeture du cuivre proposé par Orange, sur l'importance et l'urgence de trouver des solutions financières pour la réalisation des raccordements finals FttH les plus complexes, en particulier ceux confrontés à l'absence de génie civil, en domaine public et/ou en domaine privé. En l'absence de telles solutions, les évolutions tarifaires pour l'accès à la boucle locale cuivre envisagées par l'Arcep pourraient mener de nombreux clients à voir leurs factures augmenter de façon potentiellement très importante, alors même qu'ils n'auraient pas la possibilité de migrer vers des offres FttH.

La mise en œuvre de ces solutions financières, telles que par exemple la création d'un nouveau « service universel » et la détermination de tarifs spécifiques pour les raccordements complexes,

devrait permettre aux opérateurs d'infrastructure FttH de raccorder effectivement un maximum de locaux avant que l'allègement du remède tarifaire sur la boucle locale cuivre soit mis en œuvre.

Néanmoins, au regard de l'agenda proposé par Orange dans le plan de fermeture de la boucle locale cuivre et même dans l'hypothèse où des solutions financières seraient rapidement mises en œuvre sur les réseaux FttH, il est certain que certains locaux concernés par des raccordements finals FttH complexes ne seront pas effectivement raccordés au moment où l'allègement du remède tarifaire sur la boucle locale cuivre sera mis en œuvre.

C'est pourquoi TDF estime que l'allègement de l'encadrement tarifaire pour l'accès à la boucle locale cuivre devrait a minima s'accompagner d'un mécanisme de réallocation d'une partie des revenus supplémentaires perçus par Orange pour contribuer au financement des raccordements finals FttH restant à réaliser lorsqu'il s'avère notamment qu'aucune infrastructure de génie civil n'est disponible, que cela soit en domaine public ou en domaine privé.

2. Position de TDF sur l'allègement des remèdes tarifaires pour l'accès à la boucle locale cuivre

L'Arcep indique tout d'abord que pour les accès à la boucle locale cuivre ayant fait l'objet d'une fermeture commerciale, l'obligation pour Orange de pratiquer des tarifs d'accès orientés vers ses coûts pourrait être allégée dans le sens d'une obligation de non-excessivité des tarifs.

Question 1. Partagez-vous cette analyse sur :

- Le principe d'un tel allègement du remède tarifaire pour les accès faisant l'objet d'une fermeture commerciale ;
- La modification du remède envisagée ?

TDF rappelle en premier lieu, comme souligné en introduction, qu'elle s'attache à partager sa position sur la mise en œuvre d'un tarif sur la boucle locale cuivre qui serait incitatif à la migration, et non pas sur la détermination d'un niveau tarifaire des accès cuivre qui serait considéré comme étant non-excessif.

Dans cette optique, TDF partage l'analyse faite par l'Arcep et estime pertinent qu'un allègement du remède tarifaire ait lieu pour les accès faisant l'objet d'une fermeture commerciale, au regard des conditions de fermeture commerciale détaillées dans le plan de fermeture proposé par Orange, qui supposent que les clients ont effectivement la possibilité de migrer vers des offres alternatives, notamment des offres sur le réseau FttH. Une hausse des tarifs sur la boucle locale cuivre pourrait en effet permettre d'inciter les clients à quitter plus rapidement le réseau cuivre qu'en l'absence d'une telle hausse, en tout état de cause avant la fermeture technique de celui-ci, pour se diriger vers des offres alternatives et en particulier sur le réseau FttH.

TDF souligne néanmoins qu'une analyse plus poussée des conséquences d'augmentations tarifaires du cuivre sur le comportement des clients serait nécessaire afin, d'une part, de s'assurer que de telles augmentations aient effectivement un pouvoir incitatif à la migration et, d'autre part, de pouvoir estimer le cas échéant le niveau d'augmentation des tarifs qu'il faudrait appliquer afin d'inciter les clients à migrer.

En outre, TDF s'interroge sur la capacité qu'ont les opérateurs commerciaux à répercuter les hausses tarifaires envisagées sur leurs clients finals, dans un contexte d'accompagnement de leurs clients vers un autre réseau.

Malgré ces quelques réserves, TDF considère comme probable qu'une augmentation des prix des offres cuivre incite les clients à migrer plus rapidement vers le réseau FttH qu'en l'absence d'une telle augmentation.

Une condition essentielle à cette approche demeure la possibilité effective pour les clients cuivre de migrer vers un réseau FttH. Or, comme indiqué en introduction, les opérateurs d'infrastructure qui déploient les réseaux FttH sont tous confrontés à une problématique majeure de raccordement

de certains clients lorsqu'il s'avère notamment qu'aucune infrastructure de génie civil n'est disponible, en domaine public et/ou en domaine privé.

En l'absence de solutions concrètes et rapides de financement de ces raccordements, les hausses tarifaires du cuivre envisagées par l'Arcep n'auraient aucune portée incitative à la migration pour ces clients qui se trouveraient « bloqués » sur le réseau cuivre. Ces clients, grand public comme entreprises, pourraient notamment subir des hausses tarifaires très importantes, voire plus importantes que les hausses des tarifs de gros, de la part de l'opérateur commercial qui serait alors en situation de monopole. Les ménages les plus démunis pourraient quant à eux se trouver contraints de résilier leur abonnement cuivre, sans possibilités d'offres alternatives.

Ainsi, TDF estime que ces solutions de financement doivent être mises en œuvre de toute urgence, afin de permettre aux opérateurs d'infrastructure FttH de réaliser le maximum de raccordements complexes avant le déclenchement de l'allègement du remède tarifaire sur la boucle locale cuivre. Au regard de l'agenda du plan de fermeture proposé par Orange, et même dans l'hypothèse où des solutions de financement des raccordements complexes seraient mises en œuvre très rapidement, il demeurerait certains locaux qui ne seraient pas raccordés au moment du déclenchement du remède tarifaire.

Or, l'allègement du remède tarifaire envisagé par l'Arcep pourrait permettre à Orange de bénéficier de revenus additionnels, potentiellement importants, au motif d'incitations à la migration. C'est pourquoi TDF considère qu'en complément des mécanismes actuellement envisagés, tels que la mise en place d'un SU, le financement prévu par la DGE et éventuellement la mise en œuvre par l'Arcep d'un mécanisme tarifaire adapté des raccordements complexes, une partie au moins de ces revenus additionnels pourrait contribuer au financement de la construction de génie civil pour les raccordements FttH, en domaine public comme en domaine privé. Cela permettrait en outre à Orange de garantir davantage la possibilité de fermeture technique de son réseau cuivre.

3. Position de TDF sur les modalités d'une modification du remède tarifaire

Niveau du plafond tarifaire

L'Arcep envisage deux schémas possibles pour la mise en œuvre de « l'obligation de non-excessivité » qui pourrait se substituer à l'obligation actuelle d'orientation des tarifs vers les coûts.

Dans les deux schémas envisagés, deux tarifs d'accès à la boucle locale cuivre coexisteraient : un tarif orienté vers les coûts pour les zones non concernées par une fermeture commerciale et un « tarif non excessif » pour les autres zones, qui serait supérieur au tarif reflétant les coûts.

Pour atteindre ce tarif non-excessif, l'augmentation tarifaire peut se faire en une fois (schéma 1) ou de manière progressive (schéma 2).

L'Arcep estime que le second schéma n'est pas à privilégier en première approche, du fait de sa plus grande complexité de mise en œuvre.

Question 3. Les modalités proposées dans cette section appellent-elles des remarques de votre part ? Partagez-vous l'analyse présentée ci-dessus sur les schémas proposés ? D'autres modalités ou d'autres mécanismes vous semblent-ils envisageables ou préférables ? Si oui, les acteurs sont invités à développer ces autres modalités ou mécanismes.

Question 4. S'agissant des paramètres quantitatifs de ces schémas (quantums de hausses, fréquence des hausses pour le second schéma), quelles seraient selon les acteurs les valeurs les plus pertinentes, pour chacun de ces deux schémas ? Les acteurs sont invités à justifier leurs propositions. S'agissant des quantums de hausse, les acteurs sont invités à préciser s'il leur semble préférable de raisonner en euros par ligne ou en pourcentage.

TDF partage l'analyse de l'Arcep quant à la plus grande simplicité de mise en œuvre du premier schéma, qui permettrait également d'offrir davantage de visibilité et de prévisibilité sur les évolutions tarifaires pour les opérateurs commerciaux et les clients finals (en cas de répercussion des hausses tarifaires sur ces derniers). Dans l'hypothèse où les clients cuivre seraient sensibles à une hausse tarifaire, ce premier schéma aurait par ailleurs l'avantage de fournir de manière immédiate un signal tarifaire les incitant à migrer vers le réseau FttH, quand bien même l'élasticité prix de la demande serait relativement faible.

Ce premier schéma rendrait néanmoins le problème des raccordements les plus complexes, ceux notamment confrontés à l'absence de génie civil en domaine public et/ou privé, d'autant plus central que certains clients se trouveraient « bloqués » sur le réseau cuivre avec des offres immédiatement « beaucoup » plus chères. En parallèle, ce schéma engendrerait des revenus supplémentaires immédiats et potentiellement importants pour Orange, qui pourraient ainsi être réalloués rapidement pour la construction de génie civil afin de permettre à tous les clients de migrer.

S'agissant du quantum de hausse tarifaire, TDF estime qu'il devrait être déterminé au regard de l'objectif poursuivi par l'allègement du remède tarifaire, à savoir la fourniture d'incitations à la migration. Dans cette optique, il semblerait pertinent que les hausses tarifaires envisagées permettent de placer immédiatement les tarifs des accès cuivre à un niveau au moins égal aux tarifs des accès FttH ou d'accès à des offres alternatives le cas échéant.

Enfin, TDF considère que le ou les quantum de hausses tarifaires qui seraient mis en œuvre par Orange pourraient également dépendre de l'estimation du coût des raccordements complexes restants à financer sur les réseaux FttH, en domaine public comme privé, dans l'optique d'une réallocation d'une partie des revenus supplémentaires perçus par Orange vers le financement de ces raccordements.

Précision du critère pour l'allègement du remède tarifaire

L'Arcep envisage trois options possibles en termes de déclenchement de l'allègement du remède tarifaire, selon que (1) la fermeture commerciale doit être complète ; (2) la fermeture commerciale prise en compte porte sur les offres de masse et seules ces offres sont concernées par l'allègement du remède tarifaire ; (3) la fermeture commerciale des offres de masse est prise en compte, avec des conditions supplémentaires concernant les offres entreprise.

L'Arcep estime qu'en première approche, l'option 2 est à privilégier, notamment pour sa simplicité.

Question 5. Que pensez-vous des options identifiées par l'Autorité ? Partagez-vous la conclusion ? Identifiez-vous des difficultés particulières pour la mise en œuvre de chacune de ces options ? Pensez-vous que d'autres options non envisagées dans la liste présentée ici puissent être pertinentes ? Dans ce cas, pouvez-vous les détailler et les justifier ?

L'allègement du remède tarifaire envisagé est présenté par l'Arcep comme visant principalement à inciter les clients à migrer du réseau cuivre vers les réseaux FttH. Dans cette optique, TDF estime que l'ensemble des clients devraient recevoir les incitations envisagées et qu'il n'est donc pas pertinent d'exclure du mécanisme incitatif, en première étape, les clients entreprises. En conséquence, TDF est favorable à l'option 3 envisagée par l'Arcep, qui permet d'envisager un allègement rapide du remède tarifaire pour tous les accès.

Cette option rendrait encore une fois plus central le problème lié aux raccordements complexes, ici pour les offres entreprise. En parallèle, elle permettrait à Orange d'obtenir rapidement des revenus supplémentaires dans une optique de contribution au financement des raccordements complexes FttH.

L'Arcep s'interroge également, dans le cas de l'option 2 avec laquelle les accès entreprise ne sont pas concernés par un allègement du remède tarifaire avant leur fermeture commerciale, sur l'introduction possible d'une étape supplémentaire d'allègement du remède tarifaire pour les offres de masse ayant déjà fait l'objet d'un tel allègement dès lors que l'allègement du remède tarifaire serait enclenché pour les offres entreprises.

Question 6. Quel scénario serait selon vous préférable et pour quelle raison ? Quels seraient les inconvénients de l'autre scénario ? Dans le cas du scénario B [avec nouvelle étape d'allègement du remède tarifaire], vous êtes invités à préciser les quantum de hausse qui vous semblent pertinents et à les justifier. Si vous identifiez un autre scénario, pouvez-vous le détailler et l'étayer ?

TDF n'identifie pas les raisons pour lesquelles de nouvelles hausses tarifaires auraient lieu pour les offres de masse dès lors que des fermetures commerciales des accès entreprise auraient lieu. Ce nouveau déclencheur sur le marché entreprise semble très décorrélié du comportement que peuvent avoir les clients grand public.

L'allègement du remède tarifaire a pour principal objectif d'inciter les clients cuivre à migrer vers la fibre. Etant donné que TDF est favorable à une hausse tarifaire en un palier au moment de la fermeture commerciale, elle estime que les clients concernés par ces accès, s'ils sont sensibles au prix et qu'ils disposent d'alternatives, auront déjà résilié leur abonnement cuivre au moment de la fermeture commerciale des accès entreprise.

Le préavis

L'Arcep s'interroge sur le préavis nécessaire avant la mise en œuvre de l'allègement du remède tarifaire et la pertinence de ne pas le mettre en œuvre immédiatement après la fermeture commerciale des accès lorsque le délai entre l'annonce de la fermeture et la fermeture effective a été de deux mois (cas des fermetures commerciales rapides des accès de masse).

Question 7. Les acteurs sont invités à exprimer leur avis sur le sujet et, le cas échéant, le nombre de mois nécessaires, en justifiant leur avis. Ils sont invités à distinguer si besoin leur réponse en fonction du type de schéma de hausse mis en œuvre et du quantum de hausse.

L'allègement du remède tarifaire envisagé par l'Arcep ayant pour objectif principal d'inciter les clients du cuivre à migrer vers les réseaux FttH, TDF estime que sa mise en œuvre devrait intervenir rapidement après la fermeture commerciale, afin d'envoyer les bons signaux tarifaires aux clients pour lesquels l'annonce de la fermeture commerciale du cuivre n'est pas suffisante pour les inciter à migrer.

Néanmoins, il faut permettre à un maximum de clients souhaitant migrer d'avoir le temps suffisant de le faire avant de leur imposer des hausses tarifaires potentiellement importantes, particulièrement dans le cas d'une hausse en un palier unique.

Ceci est d'autant plus important pour les clients qui devraient réaliser des travaux sur leur propriété afin de permettre leur raccordement effectif au réseau FttH. Dans cette optique, TDF préconise de laisser un délai de 3 mois minimum après l'annonce de la fermeture commerciale des offres cuivre, même dans le cas des fermetures commerciales rapides, en cohérence avec les dispositions prévues de manière générale par l'Arcep dans les analyses de marché en cas de hausses tarifaires des offres de référence.

Etapes ultérieures de l'allègement du remède tarifaire

Pour les prochains cycles de régulation, l'Arcep envisage un allègement supplémentaire du remède tarifaire à l'approche de la fermeture technique de la boucle locale cuivre, soit via un « tarif non-excessif » à un niveau plus élevé, soit via la suppression de l'obligation tarifaire.

Question 8. Que pensez-vous d'une telle étape supplémentaire d'allègement du contrôle tarifaire ? Dans un tel cas, quel serait, selon vous, le délai pertinent ? Quelle forme devrait prendre alors selon vous ce nouvel allègement du remède tarifaire ?

Question 9. Les acteurs sont invités à indiquer s'ils estiment que d'autres étapes d'allègement du remède tarifaire seraient pertinentes en détaillant, le cas échéant, le mécanisme envisagé.

TDF estime que l'allègement ou les allègements du remède tarifaire doivent permettre d'inciter les clients de la boucle locale cuivre à migrer le plus rapidement possible et en tout état de cause avant la fermeture technique de la boucle locale cuivre.

Ainsi, une étape supplémentaire de hausse tarifaire à l'approche de la fermeture technique de la boucle locale cuivre semble pertinente afin d'inciter les derniers clients à migrer. Ces clients, qui n'auraient pas migré vers les réseaux FttH malgré un premier allègement du remède tarifaire, seraient soit ceux les moins sensibles au prix, soit ceux confrontés à des problèmes de raccordements complexes au réseau FttH (en domaine public et/ou privé). Une nouvelle hausse tarifaire pourrait donc inciter la première catégorie de ces clients à migrer, mais toujours pas la seconde catégorie de ces clients.

Pour pouvoir permettre à tous les clients de migrer, TDF rappelle que des solutions concrètes de financement des raccordements complexes FttH sont attendues et que les revenus supplémentaires qui seraient octroyés à Orange par l'application des dispositions tarifaires envisagées par l'Arcep devraient contribuer à ce financement.

Dans cette optique, TDF préconise de mettre en œuvre un deuxième allègement du remède tarifaire, sous la forme d'un nouveau tarif incitatif à la migration, trois mois après l'annonce de la fermeture technique de la boucle locale cuivre, en cohérence avec les délais généralement prévus par l'Arcep pour les hausses tarifaires.

Un allègement final du remède tarifaire, sous la forme d'une suppression de l'obligation tarifaire, pourrait être mis en œuvre un peu avant la fermeture technique effective de la boucle locale cuivre, pour limiter le risque d'avoir des clients qui seraient coupés de tous services à haut ou très haut débit.

Là encore, TDF rappelle que les solutions à la réalisation de l'ensemble des raccordements finals FttH, y compris les plus complexes, devront avoir été trouvées au préalable de la fermeture technique du réseau cuivre.

Les autres conditions à respecter

L'Arcep envisage d'introduire une obligation de non-discrimination géographique imposant à Orange d'effectuer des mouvements tarifaires géographiquement homogènes pour les accès qui seraient éligibles à l'allègement du remède tarifaire.

Question 10. Les acteurs sont invités à exprimer leurs avis sur le sujet de la non-discrimination géographique et proposer, le cas échéant, des points particuliers à prendre en compte dans la définition de cette obligation.

Sauf à ce qu'il soit démontré que les élasticités prix de la demande diffèrent significativement d'une zone géographique à une autre, TDF est favorable à une obligation de non-discrimination géographique afin d'inciter de manière homogène les clients de la boucle locale cuivre à migrer vers les réseaux FttH.

L'Arcep s'interroge également sur la nécessité de prendre en compte d'autres critères dans la définition des remèdes tarifaires pour la boucle locale cuivre.

Question 11. Les acteurs sont invités à se prononcer sur les avantages et les inconvénients de prendre en compte dans la définition des remèdes tarifaires, en sus du respect des critères locaux discutés supra, la bonne exécution du plan d'Orange au niveau national. Ils sont invités à préciser les points d'attention qui pourraient selon eux, dans ce cas, être pris en compte et la façon de les prendre en compte dans la définition des remèdes tarifaires.

Question 12. Les acteurs considèrent-ils que d'autres conditions sont nécessaires pour un allègement du contrôle tarifaire ? Si oui, lesquelles et pourquoi ?

TDF estime que l'allègement du remède tarifaire ne doit pas nécessairement être directement conditionné à la bonne exécution du plan d'Orange, dans la mesure où il est déclenché dans un délai suivant des annonces de fermeture (commerciale ou technique). Ainsi, quand bien même la fermeture effective serait par exemple retardée, cela ne devrait pas modifier l'impact incitatif recherché par la mise en œuvre d'un signal tarifaire.

Pour que l'allègement du remède tarifaire puisse mener à la fourniture d'incitations à la migration, il faut néanmoins :

- Que les opérateurs commerciaux puissent répercuter au moins en partie des hausses tarifaires sur les clients finals
- Que les clients finals soient au moins un peu sensibles au prix
- Que les clients finals soient suffisamment informés des étapes de fermetures de la boucle locale cuivre et des conséquences tarifaires qui les concerne
- Que les clients finals aient effectivement la possibilité de migrer vers un réseau FttH (raccordement finals FttH effectué en domaine public et privé)

Dans le cas du marché entreprises en particulier, la question de la durée des engagements liant les clients et leur opérateur commercial mériterait d'être soulevée puisqu'elle pourrait constituer un frein à la migration des clients finals. Les opérateurs commerciaux pourraient être incités à ne pas faire migrer rapidement leurs clients entreprises, en application des durées contractuelles d'engagement, afin de s'assurer de la conservation de leurs revenus sur le marché cuivre.

Le périmètre des produits concernés

L'Arcep envisage d'appliquer l'allègement du remède tarifaire sur le tarif récurrent mensuel des offres de dégroupage total et le bitstream nu.

Elle estime au contraire qu'il serait peu proportionné d'augmenter les tarifs du dégroupage partiel et du bitstream non nu tout comme les tarifs pour les accès sur des parcs plus limités (bitstream cuivre entreprise en zone ZC3 ou liaisons partielles terminales) car le nombre d'accès est très limité.

L'Arcep considère enfin qu'il ne serait pas proportionné d'augmenter les tarifs des prestations achetées dans le prolongement d'autres offres qui seraient déjà dans le périmètre visé par l'allègement du remède tarifaire.

Questions 13 et 14. Les acteurs partagent-ils cette analyse ? Si non, les acteurs sont invités à préciser leur opinion.

Dans une optique de fourniture d'incitations à la migration, TDF suggère d'une part d'accompagner la hausse des tarifs récurrents mensuels d'une baisse, voire d'une annulation, des frais de résiliation. La hausse des tarifs récurrents mensuels devrait largement couvrir la baisse voire l'annulation des frais de résiliation tout en permettant de contribuer à la réalisation des raccordements FttH les plus complexes.

D'autre part, TDF estime que tous les accès à la boucle locale cuivre devraient pouvoir être éligibles à l'allègement du remède tarifaire, dans les conditions d'éligibilité prévues par ailleurs par l'Arcep. TDF n'identifie pas les raisons pour lesquelles l'Arcep considère comme peu proportionnée la mise en œuvre d'un allègement du remède tarifaire pour des accès qui existeraient en nombre limité. L'objectif étant d'inciter l'ensemble des clients à migrer, ceux-ci devraient recevoir un signal tarifaire en ce sens, quel que soit les offres cuivre souscrites.

TDF rejoint néanmoins l'Arcep pour les prestations achetées dans le prolongement d'autres offres déjà couvertes par l'allègement du remède tarifaire, et pour lesquelles il ne semblerait pas proportionné d'ajouter des hausses tarifaires supplémentaires.

4. Conclusion

TDF estime pertinent de mettre en œuvre un allègement du remède tarifaire de l'accès à la boucle locale cuivre afin d'inciter les clients à migrer vers les réseaux FttH, selon le schéma suivant :

- Un premier allègement du remède tarifaire trois mois après l'annonce de la fermeture commerciale des accès cuivre, pour tous les types d'accès concernés, sous la forme d'une hausse tarifaire permettant d'atteindre au moins le niveau tarifaire des offres sur le réseau FttH ;
- Un deuxième allègement du remède tarifaire trois mois après l'annonce de la fermeture technique des accès cuivre, pour tous les types d'accès concernés, sous la forme d'un nouveau tarif incitatif à la migration ;
- Un dernier allègement du remède tarifaire peu avant la fermeture technique effective des accès cuivre, pour tous les types d'accès concernés, sous la forme d'une levée de toute obligation tarifaire.

Afin que le mécanisme incitatif ainsi recherché fonctionne, TDF demande à l'Arcep :

- De vérifier que les opérateurs commerciaux auront la capacité de répercuter au moins une partie des hausses tarifaires sur leurs clients, et en tout état de cause une partie permettant au moins d'atteindre le niveau tarifaire des offres sur les réseaux FttH ;
- D'analyser le degré de sensibilité au prix de la demande des clients finals de la boucle locale cuivre ;
- De s'assurer de la mise en œuvre d'un plan de communication national et local permettant aux clients visés par des hausses tarifaires d'avoir le temps de migrer, s'ils le souhaitent et s'ils le peuvent, avant la mise en œuvre de hausses tarifaires.

Enfin, il existe des freins à la migration indépendants de la volonté des clients finals et qui ne pourront pas tous être levés au moment des hausses tarifaires des accès cuivre. Dans le cas des raccordements complexes FttH, essentiellement ceux pour lesquels les opérateurs d'infrastructure FttH sont confrontés à un manque d'infrastructure en domaine public et/ou pour lesquels les clients sont eux-mêmes confrontés à un manque d'infrastructure en domaine privé, des solutions de financement des raccordements doivent être trouvées de toute urgence. Ces solutions devraient permettre aux opérateurs d'infrastructure de réaliser le maximum de raccordements complexes avant la mise en œuvre de l'allègement du remède tarifaire.

Pour contribuer au financement des derniers raccordements complexes qui seront à réaliser, TDF suggère qu'une partie des revenus supplémentaires pour Orange, engendrés par la mise en place d'incitations à la migration, soit mobilisée. Il s'agit d'une condition essentielle au succès du plan de fermeture du réseau cuivre et à la migration des clients cuivre.



TDF - SAS au capital de 166 956 512 EUR.
SIREN 342 404 399 RCS Nanterre
Siège Social
155 Bis, Avenue Pierre Brossolette
92120 Montrouge
France
Tel : 33(0)1 55 95 10 00

